
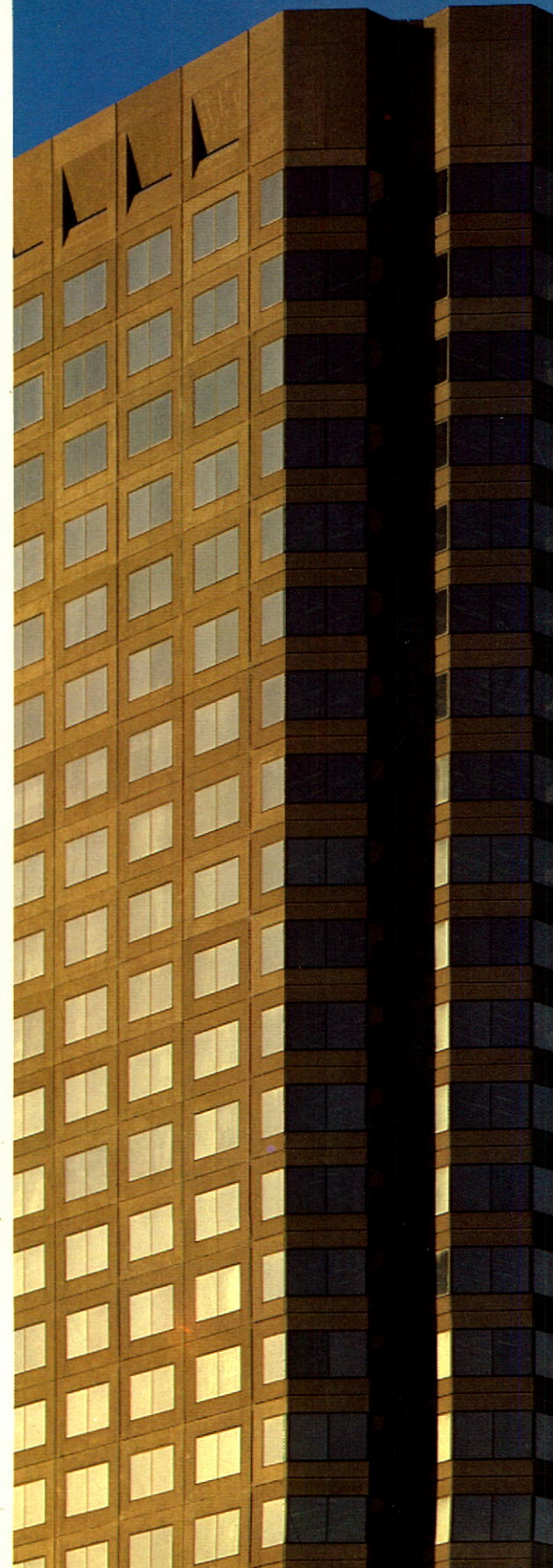


HOWARD ROSS LIBRARY
OF MANAGEMENT
APR 27 1984
McGILL UNIVERSITY

Fondé sur la vision coopérative des rapports économiques, le Mouvement Desjardins est devenu, grâce à l'engagement de ses millions de membres, un grand carrefour de ressources financières, techniques et humaines qui, à la lumière des besoins personnels et collectifs, se conjuguent au service du Québec et des Québécois.

TABLE DES MATIÈRES

Rapport du président et du vice-président et directeur général	3
Rapports d'activités	
<i>Modes d'épargne</i>	6
<i>Financement hypothécaire</i>	8
<i>Services de gestion</i>	10
<i>Services fiduciaires</i>	12
États financiers	
<i>Faits saillants</i>	15
<i>Résultats consolidés</i>	17
<i>Bénéfices consolidés non répartis</i>	17
<i>Bilan consolidé</i>	18
<i>Évolution de la situation financière consolidée</i>	20
<i>Notes complémentaires</i>	21
<i>Appariement de l'actif et du passif</i>	24
<i>Rétrospective des résultats des cinq dernières années</i>	25
<i>Croissance du volume des principaux secteurs d'activités</i>	25
Conseil d'administration	26
Membres de la Direction	27
Bureaux de la Fiducie du Québec	28


**Fiducie
du Québec**


A. Hervé Hébert
Président

Raymond A. Reid
*Vice-président
et directeur général*



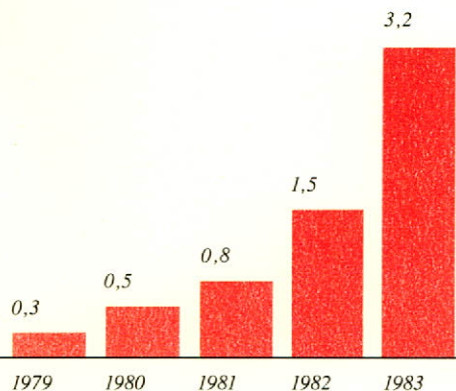
RAPPORT DU PRÉSIDENT ET DU VICE-PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL

Dans notre message de l'an dernier, nous constatons que l'exercice 1982 avait été le meilleur que la Fiducie du Québec avait connu depuis sa fondation. Celui de 1983 est supérieur puisque le bénéfice net est passé de 1 521 000 \$ à 3 170 000 \$ ce qui le porte de 8,50 \$ à 16,20 \$ par action.

Ces excellents résultats qui dépassent un peu les objectifs que nous nous étions fixés dans notre plan quinquennal de rentabilité nous permettent d'afficher un rendement net sur l'avoir moyen des actionnaires de l'ordre de 12%, taux qui est près de la moyenne des sociétés de fiducie.

L'année 1983 se caractérise aussi par le fait que l'entreprise a versé pour la première fois des dividendes semestriels. En juin, nous avons remis à nos actionnaires plus de 327 000 \$, soit 1,75 \$ par action et, en décembre, près de 460 000 \$, soit 2,25 \$ par action. En 1982, la Fiducie du Québec avait payé un seul dividende de 2,00 \$ qui représentait une somme de 374 000 \$.

Le dernier exercice a été également marqué par des réalisations importantes. Au mois de janvier, nous avons pris une participation de 20% dans le Crédit Industriel Desjardins, ce qui nous permettra, dans le cadre de nos objectifs de croissance de diversifier notre portefeuille de placements et d'être plus actifs dans le secteur du financement commercial et industriel.



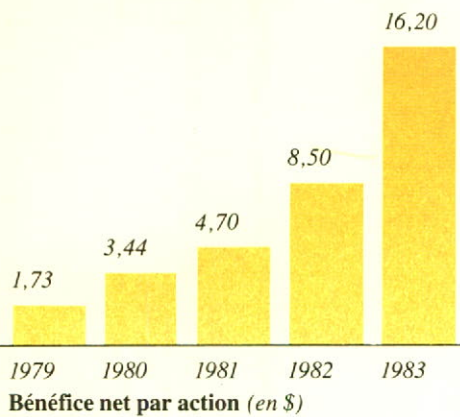
Bénéfice net (en millions de \$)

D'autre part, en mars, nous avons fait l'acquisition de la Fiducie Populaire. Rappelons que cette société avait été créée par la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins qui a fusionné avec la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest du Québec en mars 1982. Cette transaction a permis de réunir tous les services fiduciaires spécialisés offerts par le Mouvement Desjardins au sein d'une seule société.

Finalement, en octobre la Commission des valeurs mobilières du Québec nous a accordé un permis de courtier à exercice restreint. Depuis un certain nombre d'années, nous désirions explorer de nouvelles avenues et ce permis, le premier accordé à une société de fiducie au Québec et même à l'échelle du Canada, représente un défi des plus stimulants et nous ouvre des horizons nouveaux.

Sur le plan strictement financier, les revenus bruts ont progressé de 8% pour atteindre 110,2 \$ millions. Cette progression plus faible que celle des années antérieures est attribuable à la baisse des taux d'intérêt qui se reflète directement sur les revenus bruts de placements, ceux-ci n'ayant augmenté que de 6,3%. Toutefois, les revenus nets de placements ont enregistré une hausse de 28,9% attribuable non seulement à une amélioration de nos marges de rendement mais aussi à la progression de l'actif.

Effectivement, l'actif se chiffrait le 31 décembre 1983 à 839,5 \$ millions par rapport à 723,8 \$ millions un an plus tôt, soit une augmentation de 16%. En 1982, l'actif avait progressé de 12,4%. L'augmentation de 1983 provient en majeure partie d'une progression de 27% au poste Prêts hypothécaires. L'année dernière, en raison de la conjoncture, ce poste n'avait augmenté que de 7%.



On se souvient, cependant, que dès l'automne 1982, après une forte baisse des taux, l'activité dans le domaine hypothécaire a amorcé une importante reprise qui s'est maintenue tout au long de 1983. En fait, dans l'ensemble, le marché du financement hypothécaire a connu au cours de l'année dernière un sommet inégalé et nous étions en bonne position pour en profiter. En outre, nos activités en matière de financement hypothécaire ont été marquées par de meilleures marges bénéficiaires entre le rendement des prêts et le coût des dépôts. Ceci a évidemment entraîné une bonne amélioration de la marge de rendement de notre Fonds garanti.

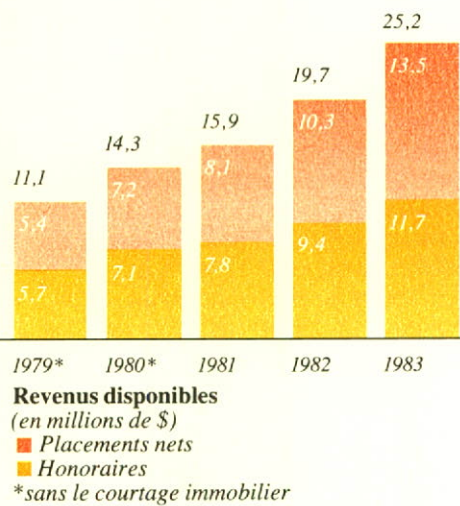
Quant aux autres postes de l'actif, ils ont pour la plupart diminué en 1983 surtout ceux à court terme. Ces diminutions sont la contrepartie d'un changement de préférence des détenteurs de dépôts garantis qui ont commencé à allonger l'échéance moyenne de leurs placements dans un contexte de taux d'intérêt plus stables.

En ce qui a trait aux titres que nous détenons, ils ont peu varié. Mentionnons, cependant, que nous avons effectué des placements en actions privilégiées pour environ 8 \$ millions en 1983. L'appariement des échéances de placements et de dépôts continue d'être une préoccupation de tous les jours.

Pour revenir à l'examen de nos revenus, mentionnons que les honoraires ont progressé de 24,7 % en 1983 et qu'ils ont affiché des hausses dans tous les secteurs. Les plus fortes se situent au niveau des prêts hypothécaires, de la gestion de portefeuilles, des fonds de placement et des services fiduciaires aux individus. La progression des honoraires est attribuable à de bonnes augmentations de clientèles et aussi à une amélioration des rendements des marchés financiers qui s'est traduite par une augmentation des biens sous gestion.

En 1983, la Fiducie du Québec a réalisé la troisième étape de son programme de capitalisation. Celui-ci vise essentiellement à soutenir la croissance de l'entreprise dans le cadre d'un plan de développement équilibré et d'objectifs précis de rentabilité. Ainsi, le nombre d'actions a progressé de 16 975 pour atteindre 204 164; quant aux prêts en sous-ordre, ils sont passés de 9 465 000 \$ en 1982 à 10 465 000 \$ en 1983. En 1984, la quatrième étape de notre programme de capitalisation prévoit une augmentation de 1 \$ million des prêts en sous-ordre et de 2 \$ millions de notre capital-actions.

La progression des activités dans la plupart des secteurs explique l'augmentation de 20,1 % de nos frais d'administration. Au chapitre de la provision pour pertes sur prêts hypothécaires, précisons que nous avons adopté en cours d'année une politique de provision systématique basée sur les pertes réelles des trois années les plus récentes. Cette politique vise à établir une provision générale en plus d'une autre de nature plus spécifique qui couvre tous les cas-problèmes identifiés. La dépense enregistrée à ce poste a été de 915 000 \$ comparativement à 865 000 \$ en 1982.



L'année 1983 a donc été fructueuse à tous les égards. Notre performance depuis quelques exercices reflète non seulement un contrôle serré des dépenses mais encore un dynamisme certain. Cette excellence traduit également de façon éloquente la qualité de nos ressources humaines à tous les paliers.

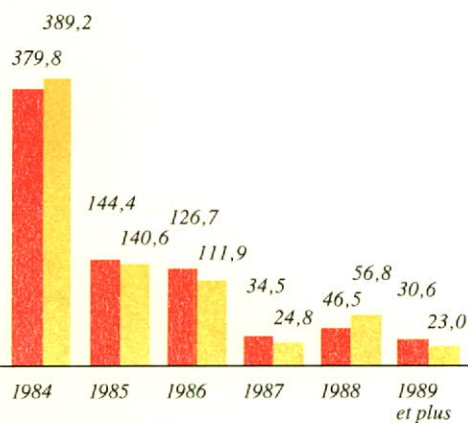
Dans le contexte économique actuel, alors que les effets de la reprise se font définitivement sentir, nous envisageons les prochaines années avec confiance et optimisme.



A. Hervé Hébert,
Président



Raymond A. Reid,
Vice-président et directeur général




**Placements et dépôts,
Fonds garanti**
(en millions de \$)

- Placements
- Dépôts

Yvan Drouin
*Vice-président,
Services de contrôle*

Guy Vallée
*Vice-président,
Affaires juridiques,
et Secrétaire*





En matière d'épargne la Fiducie du Québec est demeurée en 1983 à l'avant-garde des institutions financières en mettant l'accent sur la conception et la promotion de services financiers de qualité, complémentaires à ceux offerts dans les caisses populaires et d'économie.

C'est ainsi qu'en vertu de son nouveau permis de courtier en valeurs mobilières à exercice restreint, elle a offert à compter d'octobre 1983, le régime d'épargne-actions et le régime de placements en titres indexés. L'introduction de ces nouveaux services a été un vif succès.

Précisons que ces services permettent de compléter la gamme des régimes d'épargne autogérés déjà offerts à la clientèle et qui ont d'ailleurs connu eux aussi beaucoup de succès en 1983. De très nombreux épargnants ont en effet décidé d'enregistrer des valeurs qu'ils détenaient déjà dans un tel régime.

Du côté des dépôts garantis, le consommateur a préféré en 1983 investir à moyen et à long termes ce qui témoigne de sa confiance dans l'économie.

Au chapitre des Fonds Desjardins, les résultats enregistrés et la forte croissance de l'actif qui est passé à 98 \$ millions, soit une augmentation de 29 %, sont une bonne indication que le concept mis de l'avant par l'intermédiaire de notre bulletin *Informations financières* répond à un besoin réel. Ajoutons que nos clients qui ont suivi en 1983 nos recommandations de placement pour un risque moyen ont obtenu un rendement de l'ordre de 13 %.

Par ailleurs, dans le but d'être en mesure de mieux répondre aux besoins de nos clients, l'ouverture d'une sixième succursale est prévue pour le début de 1984 sur la Rive-Sud de Montréal.

Enfin, toujours en poursuivant l'un de nos objectifs qui consiste à bien renseigner le consommateur sur le service qu'il recherche et sur celui que nous offrons, nous avons publié le *Guide du Régime d'épargne-actions*. En outre, nous avons publicisé notre *Guide des fonds de placement* ainsi que nos bulletins d'information.

Pour les années à venir, il nous faudra oeuvrer dans un contexte qui évoluera très rapidement et où les institutions se livreront une compétition de plus en plus vive. Le consommateur de demain sera encore mieux renseigné et n'hésitera plus à comparer les services qui lui seront offerts avant de faire un choix.

À brève et moyenne échéances, nous entendons évidemment explorer plus à fond le domaine du courtage mobilier qui constitue pour nous un secteur très prometteur. Nous désirons également étendre notre réseau de succursales tout en respectant notre raison d'être: offrir des services financiers de qualité, complémentaires à ceux offerts dans les caisses populaires et d'économie Desjardins.

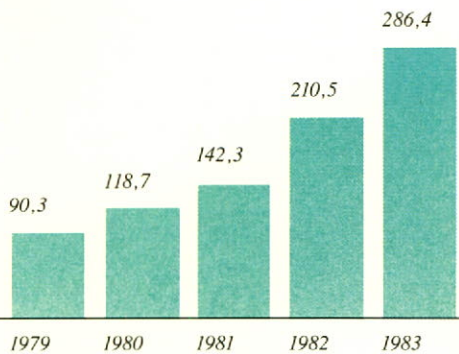
MODES D'ÉPARGNE

Monique Phaneuf
Ressources humaines

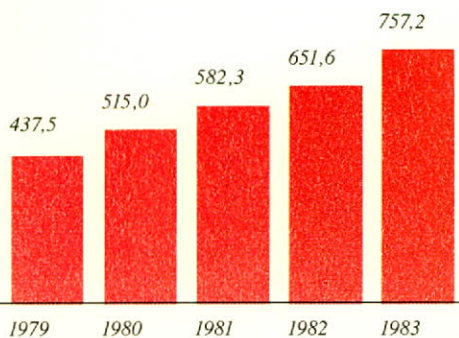
Denis Brassard
Conseiller en marketing

Jovette Trépanier
*Service à la clientèle,
Modes d'épargne*

Manon Leduc
*Directeur de la succursale
de Montréal*



**Régimes enregistrés d'épargne-retraite
de la Fiducie du Québec**
(en millions de \$)



Dépôts garantis
(en millions de \$)



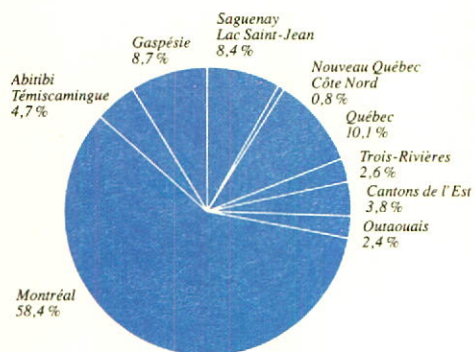


FINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE

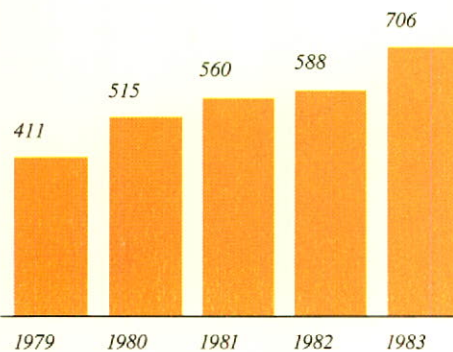
André Daigneault
*Directeur des
Prêts hypothécaires*

Michel Goudreault
Évaluateur senior

Bernard Brisebois
*Conseiller en
finance hypothécaire*



Prêts hypothécaires par région économique



Portefeuilles d'hypothèques
(en millions de \$)

En 1983, les déboursés de prêts hypothécaires ont atteint un nouveau sommet. Ils ont totalisé 181 \$ millions, comparativement à 76 \$ millions en 1982, soit une augmentation de 138 %.

Cette forte progression est attribuable à la situation économique qui a été très favorable à l'activité hypothécaire, aux taux d'intérêt qui ont affiché des niveaux plus acceptables pour les emprunteurs et aux divers programmes gouvernementaux visant à stimuler la construction domiciliaire.

Bien que la conjoncture nous ait favorisés, il n'en demeure pas moins que nous avons dû être particulièrement actifs auprès de divers intervenants du marché hypothécaire. C'est ainsi que nous avons identifié des secteurs-cibles susceptibles de nous référer des volumes importants d'affaires et que nous avons accentué notre présence auprès d'eux. À ce chapitre, il faut souligner le rôle de plus en plus important joué par nos conseillers en financement auprès d'un nombre grandissant de constructeurs d'habitations résidentielles, de promoteurs immobiliers et de courtiers en financement. Soulignons que dans le cadre du programme Corvée-Habitation seulement, les constructeurs d'unifamiliales nous ont référé 66 \$ millions de prêts, ce qui représente 12 % de l'ensemble des prêts reliés à ce programme gouvernemental.

La situation économique n'a pas été seulement favorable à la construction résidentielle. Elle a également entraîné une reprise importante des transactions sur immeubles existants. C'est ainsi que le volume de financement sur des édifices à revenus s'est nettement accru.

En ce qui concerne la valeur totale des portefeuilles d'hypothèques gérés par la Fiducie du Québec, elle a progressé de 20,6 % pour atteindre 706 \$ millions et ce, en dépit du fait que de nombreux emprunteurs ont remboursé en 1983 leurs emprunts avant échéance. Quant au prêt moyen, il a continué d'augmenter progressivement et il atteint maintenant près de 40 000 \$.

Ajoutons que nos efforts de développement visent une certaine décentralisation de nos activités. C'est ainsi que pour avoir une meilleure présence régionale, trois de nos conseillers en financement auront un bureau dans nos succursales de Québec, Laval et Longueuil. En outre, le recours à l'informatique va nous permettre de répondre aux demandes de renseignements de nos clients directement dans nos succursales.

Pour ce qui est du pourcentage de dossiers accusant un retard de paiement, il est passé de 2,8 % en 1982 à 1,8 % en 1983. Cette amélioration est évidemment liée de très près à la reprise de l'économie.

Après avoir connu quelques années particulièrement difficiles, le marché hypothécaire s'est enfin redressé de façon remarquable en 1983 et ce, à tous les points de vue. À moins d'une détérioration de la conjoncture économique, 1984 devrait être aussi une bonne année.



Bernard Larue
*Vice-président,
Finance et Trésorerie*



Les services de gestion ont connu un essor considérable en 1983. On se souviendra qu'à la fin de 1982 les portefeuilles qui nous avaient été confiés atteignaient 451 \$ millions. En 1983, l'obtention de plusieurs nouveaux mandats a porté la valeur des portefeuilles que nous gérons à plus de 622 \$ millions, soit une hausse de 38 %.

De plus, les rendements que nous avons réalisés en 1983 ont été excellents. En effet, divers organismes externes qui analysent les résultats d'un grand nombre de gestionnaires ont classé plusieurs de nos fonds parmi les meilleurs de leur catégorie au Canada.

Notre compétence dans ce secteur est de plus en plus reconnue et notre *Politique intégrée de placements* que nous publions sur une base trimestrielle depuis 7 ans démontre bien le professionnalisme de notre équipe. C'est ainsi que notre équipe de conseillers et d'économistes a été fréquemment appelée à présenter et commenter ses recherches et ses prévisions dans les médias.

En 1983, nous avons franchi une autre étape en matière de planification et de prévisions économiques en publiant une *Politique intégrée de placements - 3 ans*. Nous croyons que cet outil de gestion permettra à nos clients d'asseoir leurs budgets triennaux sur un scénario économique moyen terme. Mentionnons que la Fiducie du Québec est la seule institution à publier un tel document.

Jacques V. Goyer
Vice-président,
Services corporatifs

Reynald Audet
Économiste

Du côté de nos activités de garde de valeurs, l'augmentation de la clientèle a été comparable en 1983 aux augmentations enregistrées au cours des 6 années précédentes. Cependant, les valeurs dont nous avons la garde en 1983 se sont accrues à un rythme moindre qu'en 1982.

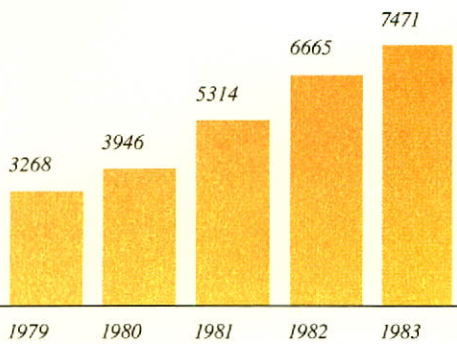
Enfin, nous avons complété en cours d'année la mise sur pied d'un système informatique qui permettra à notre clientèle de communiquer par écran cathodique avec notre ordinateur central. L'implantation progressive de ce nouveau système, en plus d'être un outil de gestion indispensable pour notre clientèle, contribuera à améliorer la qualité de notre service.

SERVICES DE GESTION

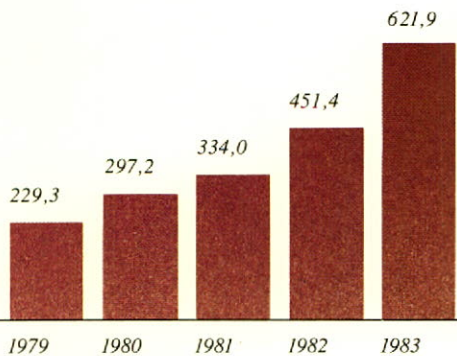
Gérald Gariépy
*Directeur de la
Gestion de portefeuilles*

Nicole Baron
Arbitragiste

Carole Lamalice
Gestion de portefeuilles



Biens administrés
(en millions de \$)



Portefeuilles gérés
(en millions de \$)



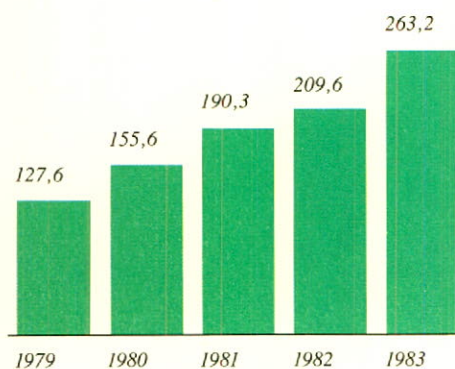


SERVICES FIDUCIAIRES

Denis Chevette
*Services fiduciaires
aux sociétés*

Jean-Marc Fauteux
*Services fiduciaires
aux individus*

Jeanne Sévigny
*Comptabilité,
Chambre forte*



**Régimes d'épargne enregistrés administrés
pour des institutions financières**
(en milliers de dossiers)

En 1983, les honoraires provenant des services fiduciaires aux sociétés ont augmenté de 16%. Cette hausse est attribuable à un accroissement de notre base de clientèle. En effet, tout au long de l'année, nous avons mis en oeuvre des moyens afin d'accroître notre part de marché et avons accentué notre présence auprès de divers secteurs-cibles.

En ce qui concerne nos services de tenue de registres et de transfert de titres, nous avons décidé en 1983 de mettre sur pied un nouveau système informatique. La conception de ce système et son analyse fonctionnelle sont terminées. La programmation et la première phase d'implantation s'effectueront en 1984.

Quant aux actes de fiducie, la présence de plus en plus marquée des caisses populaires et d'économie Desjardins dans le prêt commercial nous donne davantage l'occasion de les supporter en cette matière. D'ailleurs, plusieurs sessions d'information auprès des dirigeants de caisses ont été organisées au cours de 1983 avec le concours des fédérations et un guide intitulé *L'acte de fiducie* a été publié.

En ce qui a trait aux services fiduciaires aux individus, ils ont enregistré une augmentation sensible du nombre de leurs mandats. La réunion sous une même direction des services fiduciaires aux individus et aux successions a permis une efficacité plus grande et une qualité de service plus élevée, ce qui s'est reflété dans les résultats. Dorénavant, la même équipe suivra l'évolution d'un dossier en gérant les placements d'un individu de son vivant, et à son décès, pour le compte de ses héritiers.

Au chapitre des divers régimes enregistrés d'épargne que nous administrons pour d'autres institutions financières, leur nombre est passé à 263 000 en 1983 comparativement à 210 000 le 31 décembre 1982. Il faut toutefois noter qu'il y a eu une diminution de près de 10 000 dossiers au niveau des régimes enregistrés d'épargne-logement dont le nombre devrait s'abaisser considérablement au cours des prochaines années en raison des modifications apportées à la loi provinciale les régissant.

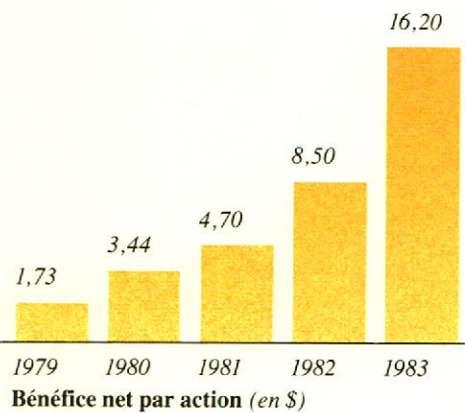
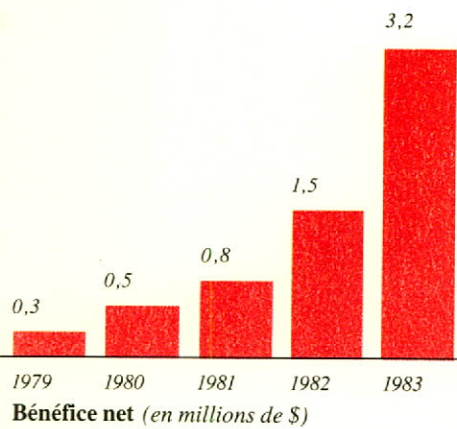
En 1984, nos nouveaux systèmes informatiques nous permettront de donner à notre clientèle de meilleurs services. Du côté de la tenue de registres et des transferts de titres, ils favoriseront une meilleure pénétration du marché des émissions d'actions et d'obligations à très fort volume, tout en répondant efficacement à d'autres besoins notamment en matière de réinvestissement de dividendes et de souscription d'actions.

Julie Gauthier
Administrateur fiduciaire



FAITS SAILLANTS

	1983	1982	Augmentation
Revenus bruts	110 228 000\$	102 040 000\$	8%
Bénéfice avant impôts	4 415 000	2 501 000	77
Bénéfice net	3 170 000	1 521 000	108
Actif	839 487 000	723 848 000	16
Avoir des actionnaires	28 092 000	23 709 000	18
Biens administrés	7 471 109 000	6 665 130 000	12



RAPPORT DE LA DIRECTION

Le Conseil d'administration est responsable des états financiers destinés aux actionnaires. Il délègue à la Direction la responsabilité de les préparer et au Comité de vérification, celle de les réviser. La Direction maintient un système de contrôle interne afin de présenter des états financiers fiables. Le Service de vérification interne veille de façon suivie au bon fonctionnement de ce système.

Les états financiers sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus, lesquels exigent, à certains égards, des estimations et des jugements de la Direction.

La firme Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés, comptables agréés, a été nommée vérificateur externe de la Fiducie du Québec pour l'exercice 1983. Son rapport présenté ci-contre exprime une opinion sur les états financiers pris dans leur ensemble et leur conformité aux principes comptables généralement reconnus.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Fiducie du Québec au 31 décembre 1983, ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

Le Comité de vérification et les vérificateurs externes se réunissent avec ou sans la Direction afin de discuter de questions touchant la vérification et les états financiers. Les membres du Comité de vérification ne sont liés à la Fiducie du Québec qu'à titre d'administrateur. Sur recommandation du Comité de vérification, le Conseil d'administration de la Fiducie du Québec a approuvé les états financiers.

A. Hervé Hébert
Président

Raymond A. Reid
Vice-président et directeur général

Montréal, le 9 février 1984

À notre avis, à la lumière des renseignements et des explications fournis et tel qu'il appert aux livres de la compagnie, ces états présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1983, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, lesquels ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés
Comptables agréés

Montréal, le 9 février 1984

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre

	1983	1982
Revenus		
Revenus de placements	98 496 000\$	92 630 000\$
Honoraires	11 732 000	9 410 000
	110 228 000	102 040 000
Dépenses		
Intérêts versés	84 093 000	81 463 000
Salaires et avantages sociaux	12 533 000	10 436 000
Autres dépenses	7 480 000	6 448 000
Provision pour pertes éventuelles sur prêts hypothécaires	915 000	865 000
Amortissements	792 000	327 000
	105 813 000	99 539 000
Bénéfice avant impôts sur le revenu	4 415 000	2 501 000
Impôts sur le revenu		
Exigibles	500 000	—
Reportés	898 000	980 000
	1 398 000	980 000
Bénéfice avant quote-part dans une participation permanente	3 017 000	1 521 000
Quote-part dans une participation permanente	153 000	—
Bénéfice net	3 170 000\$	1 521 000\$
Bénéfice net par action	16,20\$	8,50\$

BÉNÉFICES CONSOLIDÉS NON RÉPARTIS

Exercice clos le 31 décembre

	1983	1982
Solde au début	4 342 000\$	3 195 000\$
Bénéfice net	3 170 000	1 521 000
	7 512 000	4 716 000
Dividendes	787 000	374 000
Solde à la fin	6 725 000\$	4 342 000\$

BILAN CONSOLIDÉ*Le 31 décembre*

ACTIF	1983	1982
Placements		
Encaisse et dépôts à court terme	31 693 000\$	50 148 000\$
Titres (note 2)		
Obligations	113 464 000	131 438 000
Actions	13 815 000	4 850 000
	127 279 000	136 288 000
Prêts		
Prêts hypothécaires	619 373 000	489 470 000
Prêts sur billets	36 640 000	26 239 000
	656 013 000	515 709 000
	814 985 000	702 145 000
Intérêts courus	12 603 000	13 945 000
	827 588 000	716 090 000
Autres éléments d'actif		
Comptes clients	3 641 000	3 845 000
Participation permanente	4 094 000	—
Immobilisations (note 3)	2 465 000	2 541 000
Excédent du coût des investissements sur la valeur comptable des actions des filiales à leurs dates d'acquisition	1 468 000	1 053 000
Autres	231 000	319 000
	11 899 000	7 758 000
	839 487 000\$	723 848 000\$

PASSIF	1983	1982
Dépôts garantis (note 4)		
Dépôts	757 225 000\$	651 574 000\$
Intérêts courus et autres	36 389 000	33 734 000
	793 614 000	685 308 000
Autres éléments de passif		
Comptes-fournisseurs et autres	3 208 000	2 125 000
Solde du prix d'achat des actions d'une filiale, sans intérêt, remboursable par divers versements annuels, échéant le 1 ^{er} mai 1991	746 000	846 000
Prêts en sous-ordre, consentis par des actionnaires, au taux de base plus 1/2 de 1 %, échéant en 1986, 1987 et 1988	10 465 000	9 465 000
	14 419 000	12 436 000
Impôts sur le revenu reportés	3 362 000	2 395 000
	811 395 000	700 139 000
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Capital-actions		
Autorisé 250 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100\$ chacune		
Émis 204 164 actions entièrement libérées	20 416 000	18 719 000
Surplus d'apport	951 000	648 000
Bénéfices non répartis	6 725 000	4 342 000
	28 092 000	23 709 000
	839 487 000\$	723 848 000\$

Jean-Paul Léonard
A. Hervé Hébert

ÉVOLUTION DE LA
SITUATION FINANCIÈRE
CONSOLIDÉE

Exercice clos le 31 décembre

	1983	1982
Provenance des fonds		
Bénéfice net	3 170 000\$	1 521 000\$
Éléments qui ne constituent ni une provenance ni une utilisation des fonds:		
Amortissements	792 000	327 000
Impôts sur le revenu reportés	967 000	946 000
Quote-part dans une participation permanente déduction faite des dividendes encaissés	(96 000)	—
Fonds provenant de l'exploitation	4 833 000	2 794 000
Augmentation des dépôts garantis	108 306 000	74 592 000
Augmentation des autres éléments de passif	1 983 000	1 224 000
Produit de l'émission d'actions ordinaires	2 000 000	1 941 000
	117 122 000\$	80 551 000\$
Utilisation des fonds		
Augmentation (diminution) des fonds représentés par les placements suivants:		
Encaisse et dépôts à court terme	(18 455 000)\$	27 017 000\$
Obligations	(17 974 000)	23 629 000
Actions	8 965 000	4 236 000
Prêts hypothécaires	129 903 000	33 759 000
Prêts sur billets	10 401 000	(9 878 000)
Intérêts courus	(1 342 000)	476 000
	111 498 000	79 239 000
Achalandage provenant de l'acquisition de filiales (note 6)	500 000	—
Acquisition d'une participation permanente	3 998 000	—
Augmentation des autres éléments de l'actif	339 000	938 000
Dividendes	787 000	374 000
	117 122 000\$	80 551 000\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

NOTE 1 Conventions comptables

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la compagnie et ses filiales en propriété exclusive, Les Placements Collectifs Inc., Fiducie Populaire et Crédit Populaire Fedmon Inc.

Placements

Les obligations sont inscrites à leur coût amorti alors que les actions et les prêts le sont au coût.

Participation permanente

La participation permanente est constituée de 20% des actions votantes dans le Crédit Industriel Desjardins. Cette participation est comptabilisée à la valeur de consolidation.

Immobilisations

Les immobilisations sont présentées à leur coût d'origine moins l'amortissement accumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux annuel de 10% pour le mobilier et les appareils de bureau, et au moindre de la durée des baux ou 10 ans pour la majorité des améliorations locatives.

Excédent du coût des investissements

L'excédent du coût des investissements sur la valeur comptable des actions des filiales à leurs dates d'acquisition est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 25 ans. Cet amortissement représente un montant de 86 000\$ par année.

Impôts sur le revenu reportés

La compagnie pourvoit aux impôts sur le revenu selon la méthode du report d'impôts. Les impôts sur le revenu reportés résultent principalement du fait que la compagnie réclame, pour fins d'impôts, des réserves et des allocations du coût en capital supérieures aux dépenses inscrites aux livres.

Provision pour pertes éventuelles sur prêts hypothécaires

La compagnie pourvoit aux pertes probables sur prêts déjà spécifiquement identifiées de même qu'aux pertes éventuelles encore inconnues. La partie de la provision relative aux pertes éventuelles encore inconnues est calculée d'après l'expérience passée et elle est destinée à parer aux pertes éventuelles sur les prêts qui n'ont pas été spécifiquement identifiées.

Bénéfice par action

Le bénéfice par action a été calculé sur la moyenne pondérée des actions émises durant l'exercice.

Biens administrés ou détenus

Les biens administrés et les biens détenus pour les comptes en fidé-
commis ne figurent pas au bilan consolidé mais sont tenus séparément des fonds de la compagnie et sont inscrits aux livres de façon à indiquer les comptes auxquels ils appartiennent.

NOTE 2 Titres

	1983		1982	
	Valeur comptable	Valeur du marché	Valeur comptable	Valeur du marché
Obligations				
Gouvernements	52 137 000\$	52 317 000\$	61 682 000\$	61 241 000\$
Municipalités et commissions scolaires	52 705 000	55 585 000	60 697 000	63 467 000
Autres corporations	8 622 000	8 719 000	9 059 000	9 050 000
	113 464 000	116 621 000	131 438 000	133 758 000
Actions	13 815 000	14 749 000	4 850 000	5 302 000
	127 279 000\$	131 370 000\$	136 288 000\$	139 060 000\$

NOTE 3
Immobilisations

	1983			1982
	Coût	Amortis- sement accumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Mobilier et appareils de bureau	2 093 000\$	698 000\$	1 395 000\$	1 080 000\$
Améliorations locatives	2 116 000	1 046 000	1 070 000	1 461 000
	4 209 000\$	1 744 000\$	2 465 000\$	2 541 000\$

NOTE 4
Dépôts garantis

Les actifs détenus pour ces comptes
se détaillent comme suit:

	1983	1982
Encaisse et dépôts à court terme	18 339 000\$	39 803 000\$
Obligations	102 835 000	120 522 000
Actions	11 879 000	4 271 000
Prêts hypothécaires	612 080 000	480 675 000
Prêts sur billets	35 399 000	25 950 000
Intérêts courus	13 082 000	14 087 000
	793 614 000\$	685 308 000\$

Les échéances de ces dépôts sont comme suit:

	1983	1982
Moins d'un an	52%	55%
Un an à cinq ans	45	41
Cinq ans et plus	3	4

NOTE 5
Prêts en sous-ordre
et avoir des actionnaires

Au cours de l'exercice, des actionnaires ont consenti à la compagnie des prêts en sous-ordre d'un montant de 1 000 000\$. De plus, la compagnie a émis 16 975 actions pour une considération de 2 000 000\$ payée comptant. La différence de 303 000\$ entre le prix payé lors de l'émission et la valeur nominale des actions a été portée en augmentation du surplus d'apport.

La Fiducie du Québec sollicitera à nouveau ses actionnaires au cours de l'année 1984 pour des souscriptions additionnelles de 2 000 000\$ de capital-actions et de 1 000 000\$ de prêts en sous-ordre conformément à son programme de capitalisation qui prévoit des injections additionnelles totalisant 4 000 000\$ de capital-actions et 2 000 000\$ de prêts en sous-ordre d'ici 1985.

NOTE 6
Acquisition de filiales

La compagnie a acquis rétroactivement au 1^{er} janvier 1983 toutes les actions en circulation de la Fiducie Populaire et du Crédit Populaire Fedmon Inc. en contrepartie de 3 303 882\$ payés

comptant. L'actif, le passif et les résultats ont été consolidés selon la méthode de l'achat pur et simple. Les éléments d'actif net acquis sont les suivants:

Placements	46 542 267\$
Autres éléments d'actif	591 774
	47 134 041
Dépôts garantis	42 847 917
Autres éléments de passif	1 482 242
	44 330 159
Eléments d'actif net acquis	2 803 882
Prix payé	3 303 882
Excédent du coût des investissements sur la valeur comptable des actions des filiales à leurs dates d'acquisition	500 000\$

NOTE 7
Opérations conclues avec des apparentés

La Fiducie du Québec est une société du Mouvement des Caisses populaires et d'économie Desjardins. Dans le cours normal de ses opérations, elle a effectué des transactions avec les autres sociétés membres du M.C.P.É.D. et d'autres organismes apparentés selon des normes commerciales régulières.

prêts en sous-ordre, de loyers et de dépenses d'informatique.

De plus des primes d'assurance-vie totalisant environ 1 300 000\$ (1 500 000\$ en 1982) ont été perçues relativement aux prêts hypothécaires et remises à une institution du M.C.P.É.D.

Ces opérations ont généré des revenus de 5 412 000\$ (4 413 000\$ en 1982) et des dépenses de 9 376 000\$ (5 283 000\$ en 1982). Elles se composent principalement de revenus de placements, d'honoraires, d'intérêts versés sur des dépôts garantis et des

Le 31 décembre 1983, il y avait au bilan des placements d'environ 4 400 000\$ (1 800 000\$ en 1982) auprès de sociétés membres du M.C.P.É.D. et des dépôts garantis de 44 000 000\$ (18 200 000\$ en 1982) de telles sociétés.

NOTE 8
Engagements

Les engagements en vertu de baux à long terme sur des espaces à bureaux et de l'équipement informatique sont de 26 154 000\$ jusqu'à leurs échéances et se détaillent comme suit pour les cinq prochains exercices:

1984	2 436 000\$
1985	2 145 000
1986	1 418 000
1987	1 166 000
1988	1 123 000

Les engagements pour prêts hypothécaires non déboursés au 31 décembre 1983 sont de 74 648 000\$.

NOTE 9
Chiffres de l'exercice précédent

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

APPARIEMENT DE L'ACTIF ET DU PASSIF

selon la sensibilité aux taux d'intérêt
en millions de \$, le 31 décembre

	Total	Taux Flottant	1984	1985	1986	1987 et après
Placements						
Encaisse et dépôts à court terme	31 693\$	22 723\$	8 970\$	—	—	—
Obligations						
Gouvernements fédéral et provincial et organismes para-publics	52 137	—	5 783	23 562	2 675	20 117
Municipalités et commissions scolaires	52 705	—	9 096	14 821	6 584	22 204
Corporations	8 622	—	996	1 601	259	5 766
Actions	13 815	—	2 237	1 017	2 373	8 188
Prêts hypothécaires	619 373	39 647	292 847	107 581	115 641	63 657
Prêts sur billets	36 640	20 925	7 968	2 422	3 429	1 896
	814 985\$	83 295\$	327 897\$	151 004\$	130 961\$	121 828\$
Dépôts						
Dépôts à demande	52 398\$	52 398\$	—	—	—	—
Dépôts à terme et rentes	704 827	—	342 795	143 501	112 864	105 667
Prêts en sous-ordres consentis par des actionnaires	10 465	10 465	—	—	—	—
	767 690\$	62 863\$	342 795\$	143 501\$	112 864\$	105 667\$

**RÉTROSPECTIVE DES
RÉSULTATS
DES CINQ DERNIÈRES
ANNÉES**

en millions de \$, le 31 décembre

	1983	1982	1981	1980	1979
Revenus					
Honoraires	11,7\$	9,4\$	7,8\$	7,1\$	5,7\$
Commissions nettes de courtage immobilier	—	—	—	2,0	2,4
Revenus nets de placements	13,5	10,3	8,1	7,2	5,4
	25,2	19,7	15,9	16,3	13,5
Dépenses					
Salaires et avantages sociaux	12,5	10,4	8,6	8,3	6,9
Autres dépenses d'opération	8,3	6,8	5,9	7,0	6,0
	20,8	17,2	14,5	15,3	12,9
Bénéfice avant impôts sur le revenu	4,4	2,5	1,4	1,0	0,6
Impôts sur le revenu	1,4	1,0	0,6	0,5	0,3
Quote-part dans C.I.D.	(0,2)	—	—	—	—
Bénéfice net de l'exercice	3,2\$	1,5\$	0,8\$	0,5\$	0,3\$

**CROISSANCE DU VOLUME
DES PRINCIPAUX
SECTEURS D'ACTIVITÉS**

en millions de \$, le 31 décembre

	1983	1982	1981	1980	1979
Prêts hypothécaires	706\$	588\$	560\$	515\$	411\$
Fonds Desjardins	98	76	69	83	79
Fonds garanti	794	685	611	534	452
Gestion de portefeuilles	622	451	334	297	229
Garde de valeurs	4 454	4 314	3 459	2 397	2 083

CONSEIL D'ADMINISTRATION



* A. Hervé Hébert, *actuaire*
Président

Yves R. Léonard, *notaire*
2^e Vice-président du conseil

Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Montréal
et de l'Ouest-du-Québec

* Georges O. Langlois, *notaire*
1^{er} Vice-président du conseil

Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

* Jean-Paul Léonard, *notaire*
Président du conseil

Administrateur,
Caisse populaire de Saint-Jérôme



** Nicolas Hallé
Directeur,
Caisse populaire Saint-Robert de Rimouski

Marcel Bergeron
Directeur,
Caisse populaire Taschereau
Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de l'Abitibi

** André René
Directeur,
Caisse populaire de Victoriaville
Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins du Centre du Québec

* François Richard, *c.a.*
1^{er} Vice-président et directeur général,
Fédération des caisses populaires Desjardins
de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

Arthur Bélanger
Commissaire de crédit,
Caisse populaire Saint-Siméon
(Comté Bonaventure)
Président du Conseil de surveillance,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de la Péninsule et des Îles

* Membre du Comité exécutif

** Membre du Comité de vérification



Denis Frenière
Président directeur général,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Richelieu-Yamaska

* Paul R. Charbonneau
Directeur général,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Lanaudière

** Yvon Séguin
Directeur-adjoint,
Caisse d'économie des Policiers de la CUM
Président,
Fédération des caisses d'économie
Desjardins du Québec

* G. Roger Roy, *pharmacien*
Président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de l'Estrie



Jacques Lessard
Directeur,
Caisse populaire de Thetford Mines
Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

Gilles Cantin
Directeur,
Caisse populaire de Normandin
1^{er} Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins du Saguenay – Lac Saint-Jean

Bernard Turmel
Directeur, Caisse populaire
Sainte-Anne-de-la-Pocatière
Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

MEMBRES DE LA DIRECTION

A. Hervé Hébert
Président

Raymond A. Reid
Vice-président et directeur général

Yvan Drouin
*Vice-président,
Services de contrôle*

Jean-Pierre Duguay
*Vice-président,
Services financiers*

Jacques V. Goyer
*Vice-président,
Services corporatifs*

Bernard Larue
*Vice-président,
Finance et Trésorerie*

Guy Vallée
*Vice-président,
Affaires juridiques, et Secrétaire*

Reynald Audet
Économiste

Jean-François Bazinet
Directeur des Services administratifs

Claude Caty
Conseiller senior en placements

André Cloutier
Directeur des Services fiduciaires

André Daigneault
Directeur des Prêts hypothécaires

Guy Douville
*Directeur adjoint,
Prêts hypothécaires*

Jean-Guy Frenette
Directeur de la Garde de valeurs

Gérald Gariépy
Directeur de la Gestion de portefeuilles

Denis Jodoin
*Directeur du Fonds garanti
et du Fonds propre*

Michel Juneau
*Directeur des Ventes,
Régimes de groupes*

Guy Kavanagh
Directeur des Services comptables

Albert Lambert
Conseiller senior en placements

Guy Lamer
*Directeur de l'Administration,
Services corporatifs*

Jean-Claude Lupien
*Directeur des Ventes,
Modes d'épargne*

Claude Mayette
Directeur des Communications

Yvon Monette
*Directeur des Régimes autogérés
et du Courtage mobilier*

Francine Morency
Secrétaire adjoint

Jacques Robillard
Directeur des Ressources humaines

Paul Robillard
Conseiller senior en placements

Réjean Ruest
Directeur de la Vérification interne

Paul Tétrault
Directeur de l'Informatique

SIÈGE SOCIAL

1, Complexe Desjardins
14^e étage
(C.p. 34, succursale Desjardins)
Montréal H5B 1E4
(514) 286-9441
1-800-361-6840

SUCCURSALES

Montréal
1, Complexe Desjardins
Niveau Promenade
(C.p. 34, succursale Desjardins)
Montréal H5B 1E4
(514) 286-3225
1-800-361-6840 (poste 3225)

Laval
Place Val des Arbres, Tour A
1600, boulevard Saint-Martin est
Laval H7G 4R8
(514) 668-5223
1-800-361-3803

Longueuil
Édifice Richelieu
370, chemin Chambly
Longueuil J4H 3L6
(514) 679-2810
1-800-361-5058

Québec
Place Belle Cour
2600, boulevard Laurier
Sainte-Foy G1V 2L1
(418) 653-6811
1-800-463-4792

Sherbrooke
Place Jacques-Cartier
1640, rue King ouest
Sherbrooke J1J 2C3
(819) 566-5667
1-800-567-6920

Chicoutimi
1, Place du Royaume
Boulevard Talbot
Chicoutimi G7H 1S4
(418) 549-5746
1-800-463-9657

Conception graphique :
Legault Nolin Larosée et associés Inc.

Photographie :
Jean Tremblay

Dépôt légal (1^{er} trimestre 1984)
Bibliothèque nationale du Québec

